

Affaire suivie par : François DONNY  
Unité interdépartementale Nièvre/Yonne  
Pôle Risques accidentels  
Tél : 03 39 59 67 50  
Courriel : françois.donny@developpement-durable.gouv.fr  
N/réf. : 230269

Nevers, le 9 juin 2023

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement  
Demande d'autorisation de changement d'exploitant en date du 2 mai 2023 pour le site RHODIA OPERATIONS situé sur la commune de CLAMECY

**P J :** Projet d'arrêté préfectoral autorisant le changement d'exploitant

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Par courrier du 2 mai 2023, transmis par la préfecture à la DREAL le 15 mai 2023, la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE SAS sollicite, conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'autorisation de changement d'exploitant du site de l'usine située Quai Saint-Roch à CLAMECY, jusqu'alors exploité par la société RHODIA OPERATIONS (filiale du groupe SOLVAY FRANCE) et dont l'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 14 août 2009, 9 juillet 2010, 25 mars 2015, 16 juillet 2015 et 9 mars 2018.

La présente demande vise l'ensemble des activités exploitées jusqu'à présent par la société RHODIA OPERATIONS dans l'usine de CLAMECY et s'inscrit dans le cadre d'un projet de réorganisation par le groupe SOLVAY FRANCE de ses activités.

Conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, les installations « Seveso » seuil haut, sont des installations dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le présent rapport vise à statuer sur cette demande.

### **1 - DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

#### **1.1 - Identité du demandeur**

Raison sociale	SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
Forme juridique	SAS

SIRET	922031505
Siège social	9 rue des Cuirassiers – Immeuble Silex 2 – 69003 LYON
Représentant	M. François PONTAIS, représentant légal

Dans le cadre de cette réorganisation, RHODIA OPERATIONS apportera notamment à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, les actifs et passifs liés aux activités de la chimie dite de « spécialité ». Cet apport constituera un transfert complet d'une branche d'activité autonome correspondant aux activités de la chimie de « spécialité » (en ce compris tous les actifs, salariés et contrats relatifs à ce secteur). Ainsi, l'activité de production de produits chimiques de spécialité du site de Clamecy ainsi que les terrains et bâtiments nécessaires à ces activités seront apportés.

À l'issue de l'apport, la société sera l'exploitante de l'ensemble des activités exploitées actuellement par Rhodia Opérations sur le Site et incluant les ateliers suivants et leurs annexes :

- les ateliers de production F1, F2, F3, F5,
- le laboratoire et le bureau d'études,
- la station de traitement des eaux (la STEP),
- les bâtiments administratifs,
- les locaux de maintenance,
- les bâtiments de stockage de produits finis et de matières premières.

Ces activités exploitées par RHODIA OPERATIONS ne seront pas modifiées au terme du changement d'exploitant sollicité.

En outre, compte tenu du contexte dans lequel s'inscrit la présente demande, le changement d'exploitant sollicité est conditionné à la réalisation de l'opération d'apport. Il est donc sollicité que l'entrée en vigueur de l'arrêté d'autorisation de changement d'exploitant intervienne le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

## 1.2 - Situation administrative

Le site de CLAMECY, exploité par RHODIA OPERATIONS, produit des ingrédients chimiques de spécialité (résines, solvants, additifs) qui entrent dans la fabrication de produits de soins de la personne, de détergents, de peintures, de solvants biodégradables et de produits agrochimiques.

Les activités du site font l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux (dont des arrêtés complémentaires) :

- arrêté préfectoral n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007 autorisation l'exploitation des installations de chimie fine,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-P-1983 du 14 août 2009,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-P-1732 du 9 juillet 2010,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2018-03-09-001 du 9 mars 2018.

## 1.3 - Capacités techniques et financières

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE est une filiale du groupe SOLVAY FRANCE, tout comme l'est déjà RHODIA OPERATIONS FRANCE.

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE conserve les capacités et moyens techniques et les ressources humaines de l'usine situé Quai Saint-Roch à CLAMECY.

Les capacités financières précédemment assurées par la société RHODIA OPERATIONS FRANCE seront, selon le dossier, reprises et maintenues par la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, qui demeure une filiale du groupe SOLVAY FRANCE.

#### 1.4 - Garanties financières

Le dossier inclut le calcul du montant actualisé des garanties financières. Les montants figurent dans les arrêtés préfectoraux concernés. L'actualisation pour l'année 2023 est explicité ci-dessous.

##### a) Garanties financières SEVESO (3° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement)

La demande de changement d'exploitant entraîne la soumission des installations aux garanties financières SEVESO. Les installations de fabrication (et de stockage) de produits classés Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 sont classées SEVESO Seuil Haut, entraînant le classement du site en totalité.

Le dossier rappelle et actualise le calcul des garanties établies par l'arrêté du 11 avril 2007 pour les installations figurant sur la liste prévue au titre du 3 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. L'évènement majorant permettant le calcul de cette garantie est la contamination soudaine du sol ou des eaux de surface suite à une fuite ou un épandage de liquide polluant ou à un incendie ou une explosion.

**Le montant actualisé avec le dernier indice TP01 disponible lors de l'élaboration de l'annexe de 17 pages sur le calcul des garanties financières (novembre 2022) s'élève à 3 767 032 euros TTC.**

**Les garanties financières du nouvel exploitant pour l'ensemble des activités devront être justifiées dans un délai de 2 mois. Les garanties financières actuelles ont été justifiées.**

##### a) Autres Installations (5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement) :

Le montant des garanties est fixé conformément au décret n° 2012-633 du 3 mai 2012. Le dossier inclut l'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de l'indice TP01.

Installation	Gestion des produits et déchets sur site (Me)	Indice d'actualisation des coûts (alpha)	Neutralisation des cuves enterrées (Mi)	Limitation des accès au site (Mc)	Effets de l'installation sur l'environnement (Ms)	Gardiennage (Mg)
<b>fabrication de produits dangereux</b>	106 464 €	1,19	2 200 €	765 €	80 000 €	113 088 €

**Le montant actualisé avec le dernier indice TP01 disponible lors de l'élaboration du calcul des garanties financières (novembre 2022) s'élève à 408 369 euros TTC**

**Les garanties financières du nouvel exploitant pour l'ensemble des activités devront être justifiées dans un délai de 2 mois. Les garanties financières actuelles ont été justifiées.**

## 2 – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La demande est présentée et instruite en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

La demande comporte les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant. Le projet d'arrêté préfectoral autorisant le changement d'exploitant pour l'usine de fabrication de produits chimiques de spécialité prescrit la transmission à la Préfecture, sous deux mois, des originaux

des actes de cautionnement attestant de la constitution des garanties financières pour l'ensemble des activités soumises.

### 3 - CONCLUSIONS

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE demande le transfert à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2023 de l'autorisation d'exploiter les installations constituant l'usine de fabrication de produits chimiques de spécialité, située Quai Saint-Roch à CLAMECY, constituée notamment des installations suivantes :

- les ateliers de production F1, F2, F3, F5,
- le laboratoire et le bureau d'études,
- la station de traitement des eaux (la STEP),
- les bâtiments administratifs,
- les locaux de maintenance,
- les bâtiments de stockage de produits finis et de matières premières.

Ces activités exploitées par RHODIA OPERATIONS ne seront pas modifiées au terme du changement d'exploitant sollicité.

Considérant l'ensemble des éléments fournis par le demandeur, nous proposons à Monsieur le Préfet d'autoriser le changement d'exploitant, effectif au 1<sup>er</sup> juillet 2023, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'adjoint à la cheffe du service prévention des risques	Le chef du pôle fonctionnel risques accidentels
François DONNY	Nicolas GUERIN	Franck MARZORATI